

Débat dans l'hémicycle : quelques éléments pour comprendre la situation au Moyen Orient...

Relations extérieures - 06-06-2007 - 20:16

La situation au Moyen-Orient se détériore chaque jour : mercredi, les députés en ont discuté avec le Haut représentant pour la politique extérieure européenne, Javier Solana. Alors que le président du Parlement revient d'une visite de quatre jours dans la région, notre article revient sur quelques éléments clé pour comprendre la situation géopolitique de cette zone géographique sensible. Vous y trouverez également un lien vers le contenu des débats qui se sont tenus dans l'hémicycle.

La région du Moyen Orient définit généralement les pays situés entre la rive Est de la mer Méditerranée et la ligne tracée par la frontière entre l'Iran d'une part, le Pakistan et l'Afghanistan d'autre part. Cette région est au cœur de l'attention internationale : car le conflit israélo-palestinien, vieux de bientôt 60 ans, a des retombées mondiales.

Pourquoi un débat en plénière maintenant ? Les dernières nouvelles de la région....

Le Haut représentant pour la politique extérieure européenne, Javier Solana, ainsi que la Commissaire aux affaires extérieures Benita Ferrero-Waldner, sont venus débattre avec les députés de la récente aggravation des tensions au Moyen Orient.

Les récents affrontements entre israéliens et palestiniens étaient dans l'esprit de tous, tout comme les combats au Liban entre troupes libanaises et militants palestiniens, dans deux camps de réfugiés (Ein el-Hilweh au sud et Nahr el-Bared au nord). Enfin, le vote au Conseil de sécurité de l'ONU en faveur de la création d'un tribunal international, chargé d'enquêter sur l'assassinat du premier ministre libanais Rafiq Haririr en 2005, a également envenimé les relations déjà tendues entre le Liban et la Syrie.

Quelques éléments clé pour comprendre

Toutes les tensions dans la région sont liées les unes aux autres ; le conflit central demeure néanmoins le conflit entre Israël et les palestiniens. Voici ses principales dates :

- **1948** : le mandat britannique sur la Palestine expire, alors que l'Etat d'Israël est officiellement proclamé. Une première guerre éclate.
- **1967** : guerre des six jours (on marque son quarantième anniversaire en ce moment) - Israël occupe la bande de Gaza et le Sinai, la Cisjordanie et le plateau du Golan
- **1973** : Guerre du Kippour (Israël maintient son contrôle des territoires de 1967)
- **1987-1991** : première intafada (« guerre des pierres », insurrection des palestiniens)
- **2000** : début de la seconde intifada (les affrontements se poursuivent jusqu'à aujourd'hui)

Le conflit a pour cœur le contrôle de territoires (ceux acquis par Israël en 1967), la reconnaissance d'un Etat palestinien indépendant, et pour certains l'existence même d'Israël. Le conflit israélo-palestinien a, de plus, un impact sur la stabilité de toute la région.

La question des réfugiés palestiniens est cruciale : par exemple au Liban, là où les tensions sont les plus vives actuellement, près de 405 425 palestiniens (selon les dernières estimations de l'ONU) vivent dans 12 camps de réfugiés. Ils ont fui leurs territoires en 1948 et représentent désormais près de 10% de la population au Liban, ajoutant un nouvel élément au mélange ethnique, politique et religieux déjà sensible dans le pays. Leur droit au retour sur leur terre après l'éventuelle création d'un Etat palestinien est un des objets de négociations entre Israël et la Palestine.

Efforts de paix jusqu'à présent vains

Les réfugiés, mais aussi le statut de la ville de Jérusalem, la sécurité de l'Etat d'Israël, le terrorisme et la violence, les frontières sûres, un Etat palestinien viable, l'implantation de colons israéliens dans les territoires palestiniens, le droit au retour : chacun de ces points est sujet à d'âpres négociations pour parvenir à un accord définitif de paix. De nombreuses tentatives ont déjà échoué (accords d'Oslo en 1993, de Camp David en 2000 etc.).

« Le Parlement européen est persuadé que la solution visant à la création de deux États sur la base des frontières de 1967 est et reste la seule voie vers une solution satisfaisante. Le principe des «territoires contre la paix» constitue l'approche la plus juste et la plus équitable en vue d'une solution durable et équilibrée », a récemment rappelé le président du Parlement européen, lors d'un discours devant la Knesset (chambre des députés israéliens).

Le principe « territoires contre la paix » implique que l'Etat d'Israël renonce au contrôle d'une partie ou de la totalité des territoires qu'elle a conquis en 1967, en échange de la paix et de la reconnaissance officielle de son existence par le monde arabe. Le principe de deux Etats implique l'existence, aux frontières d'un Etat israélien déjà existant, d'un Etat palestinien, duquel les habitants arabes des territoires et les réfugiés palestiniens dispersés dans la région auraient la citoyenneté.

Le Parlement européen a adopté de nombreuses résolutions sur le Moyen Orient ou la Palestine. Plusieurs délégations de députés se sont également rendues au Liban et en Palestine. Notons que l'UE a suspendu son assistance au gouvernement palestinien depuis l'élection en 2006 du Hamas, qui a refusé de condamner la violence et de reconnaître l'existence d'Israël.